

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2017)
Heft: 2178

Artikel: La liberté économique contre les droits humains : reportage sur une mine de Glencore, entreprise zougoise, en Colombie
Autor: Robert, Charlotte
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014382>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

émissions et payé une amende de 1,45 milliard. Au total, le groupe allemand a dû régler une facture de 14,7 milliards de dollars.

Désormais le scandale éclabousse [d'autres marques](#)

encore. Et il apparaît que le trucage des moteurs pour éluder les normes anti-pollution relevait non pas d'acteurs isolés, mais faisait partie intégrante du modèle d'affaires: comment optimiser

le profit et supplanter la concurrence en trompant le consommateur. Bref, tout le contraire des qualités inhérentes à un marché digne de ce nom, à savoir l'intégralité et la véracité des informations qui sous-tendent les échanges.

La liberté économique contre les droits humains

Reportage sur une mine de Glencore, entreprise zougaise, en Colombie

Charlotte Robert - 16 septembre 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32129>

Je reviens de Colombie où j'ai partagé mon temps entre le paradis qu'est Nuqui, un village du Choco au bord du Pacifique, et l'enfer qu'est une mine de charbon de Glencore sise dans le désert de la Guajira, tout au nord du pays.

[Glencore](#), une multinationale qui a son siège à Baar dans la banlieue industrielle de Zoug, est la deuxième plus grande société suisse d'extraction et de négoce de matières premières, après le [groupe Vitol](#), basé à Genève. Elle fait partie de l'héritage de [Marc Rich](#) et figure parmi les 50 entreprises du monde affichant le plus gros chiffre d'affaires. Active dans la production et le commerce de métaux, minéraux, pétrole et de produits agricoles, elle détient les plus grosses parts de marché dans le zinc, le cuivre, le plomb et le charbon. Quand elle est entrée en bourse, en 2011, les six membres de sa direction se sont partagé [23 milliards](#) de dollars.

En 2008, elle a obtenu le [prix de Public Eye](#) pour «*ses pratiques commerciales irresponsables et opaques en Colombie*» et pour sa manière inacceptable de traiter les salariés de ses mines de charbon dans ce pays et de polluer les nappes phréatiques situées aux alentours.

En Colombie, Glencore exploite la plus grande mine de charbon à ciel ouvert du monde, dans le département le plus pauvre du pays, la Guajira, occupé en grande partie par des Indiens Wayúu. Le site de Cerrejón atteint maintenant une surface de 69'000 hectares, soit environ 70 km de long sur 10 km de large. Imaginez le lac Léman asséché! En 2016, la production s'est élevée à 32 millions de tonnes de charbon, toutes exportées, principalement vers l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Ces activités représentent la moitié du produit régional brut de la Guajira, mais aucune valeur n'y

demeure acquise, sauf les salaires des ouvriers.

Dans le petit musée installé à l'entrée de la mine, on peut lire qu'en 2016 Glencore a sauvé 3 jaguars et 447 tortues marines et a réhabilité 114 hectares de terre, soit un total de 3'674 hectares rendus à l'agriculture. Et que deviennent les gens?

Aux abords de Cerrejón survivent des communautés wayúu, qui sont de fait plutôt en voie d'extinction. Glencore a peu à peu grignoté leur territoire. Dans une des familles que j'ai rencontrées, un petit garçon de trois ans, David, est atteint d'une déficience respiratoire grave. Les médecins ont d'abord dit qu'il s'agissait d'un virus dû au réchauffement climatique. Plus honnête, une pédiatre a confié à la mère que l'enfant devait être évacué au plus tôt et poursuivre sa vie à quelque 300 kilomètres de là; elle a en outre prescrit des médicaments très coûteux. Mais Cerrejón n'a rien

voulu payer pour les médicaments, arguant que l'état de santé de l'enfant échappait totalement à sa responsabilité. La docteure a été licenciée et le père, chauffeur de son métier, a dû vendre sa voiture pour payer le traitement.

A une centaine de mètres, c'est un petit garçon d'un an et demi qui a dû être amené d'urgence à l'hôpital la nuit précédant mon arrivée. Autre exemple d'une réalité contrastée bien connue: tandis que la Colombie a un taux de mortalité infantile de 6 pour 1000, cette proportion atteint 9,3 pour 1000 au sein de la communauté wayúu.

L'eau pour la mine, pas pour les habitants

Aux abords de la mine, il n'y a plus d'eau. La rivière principale côté sud-ouest a été déviée, soi-disant pour sauvegarder l'accès à l'eau. Mais Cerrejón a fait des forages près de tous les affluents. En conséquence, l'eau du Rio Rancheria est contaminée au mercure, ce qui la rend impropre à la consommation et à l'agriculture. Ces familles doivent donc acheter l'eau qu'elles vont boire; sauf en période de pluie, fort rare dans cette région désertique.

Le site minier de Cerrejón consomme 54 millions de litres d'eau par jour pour ses propres besoins: les forages, l'arrosage des routes pour éviter qu'il y ait trop de poussière, l'arrosage des wagons remplis de charbon pour diminuer la

pollution de l'air sur les 150 km du parcours à destination du port maritime de Puerto Bolívar.

D'où vient toute cette eau? Glencore a construit un barrage sur le Rio Rancheria en amont de la mine, une propriété privée à usage exclusif. Pour seulement voir le lac, les Wayúu ont dû demander la permission à la Présidence de la République. Plus choquant encore, l'hôtel 5 étoiles construit par Glencore près de l'entrée de la mine, dispose d'une piscine et offre un spa.

La communauté que j'ai visitée ne peut plus cultiver ses terres; les quelques fruits qui poussent dans la lande sont contaminés. L'artisanat procure un peu d'argent ou bien les pères de famille travaillent à la mine, acceptant ainsi de sacrifier leur santé pour pouvoir élever leurs enfants.

Le poison ou la mort

Les forages, encore une autre torture. Tous les jours, à la pause de midi pour ne pas mettre en danger les mineurs, la terre subit des tremblements tels que les maisons en briques proches de la mine, toutes fissurées, ont dû être abandonnées. Un expert a été appelé de Bogota; il a déclaré que ces maisons avaient été mal construites et que Cerrejón n'avait aucune responsabilité dans leur destruction. Les Indiens ont donc dû construire de nouvelles maisons, en adobe cette fois, c'est-à-dire en briques d'argile non cuite.

Glencore a déplacé plusieurs communautés indiennes dans des villages loin de la mine. Les alignements de petites maisons avec leur minuscule jardin bouleversent complètement la manière de vivre et la culture des communautés. Le mot «droit» semble ici vidé de son sens.

C'est par ce harcèlement que Glencore use peu à peu la résistance des Indiens. C'est une course de vitesse pour la multinationale: extraire le maximum de charbon avant que la mine soit obligée de fermer. Parce que c'est la seule solution pour sauver de l'extinction toute la communauté wayúu.

Le gouvernement colombien a été condamné par la Cour interaméricaine des droits de l'homme en décembre 2015 pour abandon de ses responsabilités à l'égard des populations indiennes de la Guajira. Mais les fonctionnaires tremblent face à Glencore. S'ils ne se laissent pas acheter, ils sont menacés de mort, tout comme leur famille.

Glencore est une entreprise suisse et nous laissons faire. Les autorités helvétiques attendent-elles un scandale mondial semblable à celui qui a secoué les banques?

La Suisse a activement participé à l'élaboration des principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits humains adoptés en 2011, et aussi contribué financièrement à leur mise en œuvre. La Stratégie droits humains du département

fédéral des affaires étrangère reconnaît qu'«*en tant que siège de quelques-unes des entreprises multinationales ou fédérations sportives les plus importantes de la planète, la Suisse se doit de porter une attention particulière à l'égard du respect des droits de l'homme par le secteur privé*». Toutefois, le [Plan d'action national](#) publié en décembre 2016 ne prévoit rien de

contraignant et se base sur des mesures volontaires au nom de la sacro-sainte liberté économique.

L'initiative populaire [**«Entreprises responsables»**](#) pourrait enfin redonner aux êtres humains la priorité qui leur revient, avant le profit. Dans son tout récent [**Message**](#) adopté le 15 septembre de cette année, le Conseil fédéral

reconnaît le [**bien-fondé**](#) de l'objectif poursuivi par les initiateurs, tout en recommandant le rejet de leur proposition.

Pauvre exercice d'équilibrisme gouvernemental entre principes fondamentaux et intérêts économiques, tout juste bon à donner bonne conscience à défaut de convaincre.

Patients complexes et approche globale

Prise en charge des patients souffrant de plusieurs maladies chroniques: on peut faire mieux et à moindre coût

Marc-André Raetzo - 19 septembre 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32140>

Nous savons que 20% des patients consomment 80% des ressources du système de santé (voir DP [2176](#) et [2177](#)). Ce sont pour la plupart des patients souffrant de maladies chroniques. Celles-ci représentent donc clairement le [**défi principal**](#) auquel doivent faire face les acteurs de notre système de santé en vue des années à venir.

Les cantons et les assurances ont bien tenté d'améliorer la prise en charge de l'une ou l'autre des maladies chroniques; on peut citer comme exemple la filière vaudoise Diabaide devenue [**programme cantonal**](#).

Malheureusement, les études montrent que de 60 à 90% des patients âgés de plus de 70 ans suivis par des médecins

généralistes souffrent en fait de [**plusieurs maladies chroniques**](#). Or, les guides pratiques destinés aux patients se fondent sur des études excluant le cas des patients polymorbes. Pour la prise en charge de ces derniers, il n'existe donc pas vraiment de bases scientifiques. En pratique, il s'avère souvent impossible d'appliquer simultanément toutes les règles concernant toutes les maladies dont souffrent ces patients, soit parce que leurs effets sont contradictoires, soit parce qu'elles impliquent la prise de beaucoup trop de médicaments.

Dans ces conditions, il reste une seule façon de procéder pour mettre en place un plan de soins: faire des compromis. Tous les professionnels

concernés doivent évidemment partager les solutions thérapeutiques préconisées non seulement entre eux, mais également avec les patients et leur famille. Cette nécessité explique probablement les difficultés des programmes verticaux de gestion des maladies, conduits parallèlement en «*silos*» étanches.

Pour des soins coordonnés

Les patients - en particulier les plus âgés - atteints de plusieurs maladies nécessitent une prise en charge coordonnée, comme le souligne à juste titre l'Office fédéral de la santé publique (OFSP): «*Les soins coordonnés sont définis comme l'ensemble des processus visant à améliorer la*